

François De Smet

# «Il y a moyen de défendre nos valeurs tout en acceptant l'immigration»

## LES PHRASES CLÉS

«En 2000, lors de la **guerre au Kosovo**, nous avons eu

**40.000 demandes d'asile** et la Belgique y a survécu.»

«Ce ne sont pas les nouveaux arrivés qui **vont bousculer nos valeurs** et

**nos habitudes.**»

«Il faudrait réfléchir à un **canal légal pour les migrants économiques.**»

## INTERVIEW

JEAN-PAUL BOMBAERTS

**F**rançois De Smet dirige le Centre fédéral Migration, Myria, un organe issu du défunt Centre pour l'Égalité des Chances, qui aide les pouvoirs publics à mieux comprendre et mieux gérer le phénomène migratoire. Il comprend les réticences d'une partie de l'opinion face au phénomène migratoire, mais il appelle à surmonter des peurs qu'il juge «exagérées».

### La classe politique en Belgique assume-t-elle ses responsabilités dans ce dossier?

L'ampleur de cette crise n'était certes pas prévisible, mais on peut reprocher aux deux derniers gouvernements d'avoir eu la main lourde dans la réduction des places d'accueil en centres ouverts. En quelques années, 6.500 places ont été supprimées. Certes, nous n'avons eu que 8% d'augmentation des demandes d'asile en 2014 après deux années de baisse. Mais dans le même temps, les demandes d'asile ont augmenté de 44% dans le reste de l'Europe. Il y a clairement eu un manque d'anticipation. Ceci étant, on aurait de toute façon été confronté à une crise... Pour l'instant, chaque instance fait de son mieux, on jugera avec le recul si chacun a été à la hauteur.

### Pourquoi le sujet est-il si sensible auprès des opinions européennes?

La situation de départ n'est déjà pas favorable puisque cette crise survient dans un contexte de repli identitaire généralisé. À cela s'ajoute que, historiquement, l'Europe

a toujours eu une relation d'utilité avec le reste du monde, imposant ses standards et ses valeurs. Le fait de se voir imposer une situation contraignante par le reste du monde est un phénomène auquel nous ne sommes pas habitués.

### Comprenez-vous la peur, chez certains citoyens, d'être envahis?

Il faut ramener les choses à leurs justes proportions. Fin août, nous avons enregistré 20.000 demandes d'asile. En 2000, après la crise des Balkans, nous en avons eu 40.000, et la Belgique y a survécu. La principale différence, c'est qu'une partie importante des demandes introduites en 2000 ont été refusées, alors que pour les Syriens, on estime qu'un grand nombre de dossiers donneront lieu à une reconnaissance. Le vrai défi sera d'intégrer ces personnes par la suite. Il faut aussi rappeler que sur les 4 millions de Syriens qui ont fui leur pays, l'Union n'en accueille pour l'instant que 270.000. Alors qu'au Liban, par exemple, un habitant sur quatre est un réfugié. En Europe, on compte un demandeur d'asile pour mille habitants.

### N'y a-t-il pas non plus une peur de perdre nos valeurs et notre identité?

Cette peur est réelle mais elle est, selon moi, exagérée. Les études montrent que ce ne sont pas les nouveaux arrivés qui vont bousculer nos valeurs et nos habitudes que nous prenons pour éternelles. On ne se rend du reste pas toujours compte que nos normes et nos habitudes sont assez récentes. Tout cela évolue en permanence. On n'arrêtera pas l'immigration. Mais il y a moyen de dé-

fendre nos principes, nos valeurs et notre mode de vie tout en acceptant l'immigration.

### Les réticences ne seraient-elles pas moindres si les réfugiés étaient des Cambodgiens ou des Équatoriens? Autrement dit, des non-musulmans?

Je comprends parfaitement que la religion puisse être une source de peur, mais cette considération doit passer au second plan par rapport à la Convention de Genève qui offre un droit à la protection pour toute personne menacée dans son pays. Les musulmans qui arrivent chez nous que nous prenons pour éternelles sont avant tout des victimes. Il n'est du reste pas exclu qu'ils aient envie, à terme, de retourner dans leur pays si la situation le permet.

### Faut-il élargir les critères d'acceptation des réfugiés aux migrants économiques?

Il faudrait que l'Europe se dote d'une politique d'asile commune, ce sur quoi la France et l'Allemagne sont actuellement en train de travailler. À côté de cela, il faudrait en effet réfléchir à un canal légal pour les migrants économiques. Il existe déjà une carte bleue pour les profils hautement qualifiés, mais le dispositif est bizarrement très peu utilisé. Compte tenu du déclin démographique de l'Europe, nous aurions tout intérêt à étudier la possibilité de nous doter d'un système transparent pour ceux qui veulent tenter leur chance sur le marché du travail européen. Un peu comme le système canadien. Ce serait une manière de positiver le débat sur l'immigration.